ARGENTINE - Élections, crises et incertitudes

Francisco Longa

vendredi 30 juin 2023, mis en ligne par Françoise Couëdel

Mai 2023 - *Le gouvernement péroniste actuel ne parvient pas à obtenir de résultats économiques encourageants : une inflation très élevée s'ajoute à l'augmentation de la pauvreté et aux fluctuations du dollar. La coalition créée par Mauricio Macri semble favorite pour reprendre le pouvoir tandis qu'une frange à l'extrême droite s'élargit pour ce qui est des intentions de vote. Dans ces élections sont en jeu non seulement un gouvernement mais l'identité même du péronisme*.

Le gouvernement du Frente de Todos (FdT), élu en 2019 avec Alberto Fernández comme président et Cristina Fernández de Kirchner, vice-présidente, représentait les attentes de restauration économique face à ce que laissait le gouvernement défaillant de Juntos por el cambio (JxC). Au cours de la présidence du chef d'entreprise, Mauricio Macri, entre 2015 et 2019, le pouvoir d'achat des salariés a chuté de 20% en moyenne. L'inflation a doublé – a dépassé 50% au cours de la dernière année du gouvernement – la pauvreté a augmenté et le président a contracté le prêt le plus important que le Fonds monétaire international (FMI) ait jamais accordé de toute son histoire. L'emprunt a revêtu une symbolique politique, car « FMI » est un sigle particulièrement négatif dans la mémoire collective des argentins.

Ce scenario délicat a été le contexte dans lequel Cristina Fernández de Kirchner a imaginé un montage politique singulier et risqué. Celle qui a été deux fois présidente du pays a monté le FdT comme une alliance péroniste élargie, dans laquelle devaient coexister depuis la « gauche » – représentée par elle-même et ses partisans – jusqu'aux péronistes en faveur du marché, comme Alberto Fernández lui-même ou Sergio Mass, un dirigent aux racines libérales, sympathisant avec l'entreprenariat et qui avait des liens fréquents avec l'ambassade des États-Unis. Ce glissement vers le centre a remporté un succès électoral : le FdT l'a emporté sur Mauricio Macri et lui a fait perdre les élections. Mais une chose est de gagner c'en est une autre de gouverner.

Depuis son arrivée au pouvoir, le fonctionnement de la coalition a été extrêmement déficient. Chaque « camp » du gouvernement a fonctionné de façon isolée, dans de nombreux cas en boycottant les initiatives de l'autre camp. « Cristinistes » et « Albertistes » ont agi selon un « séparatisme » exaspérant qui, dans de nombreux cas, est parvenu à paralyser la gestion de l'État. Dans certains cas, dans le camp de la vice-présidente certains ont remis en question la façon dont le président et ses ministres ont géré la renégociation de la dette avec le FMI et ont exigé d'eux une position plus dure face à cet organisme. Ce dysfonctionnement politique a eu une répercussion sur les performances économiques.

Trois mois et demi après sa victoire électorale, les résultats du gouvernement sont très loin de ce qu'on espérait. L'inflation, l'an dernier, a avoisiné les 100%. Les réserves de la Banque centrale sont minces et l'instabilité des taux de change révèle le peu de confiance de la population envers le peso. Même si le pays a montré des signes de récupération économique après la pandémie – le PIB a augmenté et le chômage a baissé –, la pauvreté s'est accrue sous le gouvernement actuel jusqu'à atteindre 39%, et la répartition des revenus est même encore plus inégalitaire qu'au cours des quatre années sous Macri.

La coalition officialiste fait face cette année à une nouvelle instance électorale avec le bulletin des qualifications presque rejeté, avec une dispute interne féroce entre les membres de la coalition gouvernante – Alberto et Cristina ne se parlent plus depuis des mois – et négocie contre la montre des avantages auprès du FMI qui lui permettrait d'avoir un matelas minimum de réserves de dollars pour calmer les turbulences des changes qui déstabilisent le pays.

Il n'est pas surprenant, alors, qu'Alberto Fernández ait renoncé il y a quelques semaines à se présenter à

une réélection. Cela n’a pas permis cependant de calmer les turbulences au sein de l’officialisme ni de trouver une formule électorale qui fasse consensus. Le FdT n’a pas encore désigné ses candidats et – si les négociations continuent à être infructueuses à la recherche d’un candidat – il est prêt à trouver une solution avec des élections primaires, option inhabituelle au sein du péronisme, plus habitué à trouver un compromis par la négociation entre ses dirigeants. Massa, qui semble le candidat le plus probable, est aujourd’hui le ministre de l’Économie et se consacre chaque jour à éteindre les incendies, surtout à éviter que la valeur du dollar blue (coté sur le marché informel) ne devienne incontrôlable. Ajouté à cela que les sondages indiquent favoris les candidats de l’opposition. Le pays se trouve-t-il à la veille d’une nouvelle alternance au pouvoir ?

Pendule ou toboggan ?

Pour certains analystes, la société argentine bouge à la façon d’un pendule : elle oscille entre élire des gouvernements péronistes et des gouvernements libéraux. Les premiers s’orientent historiquement vers le marché intérieur, le protectionnisme économique et la redistribution des revenus tandis que les seconds penchent pour la dérégulation de l’économie et sont plus ouvertement en faveur du marché. Des mouvements sociaux et syndicaux d’un côté, des chefs d’entreprise et des groupes financiers internationaux de l’autre qui opèrent respectivement comme base de soutien de chacun des blocs.

Si les prévisions des sondages s’avèrent juste, à partir du 10 décembre l’Argentine devrait voter à nouveau en faveur d’une « bi-coalition » : deux blocs qui ont remplacé le bipartisme traditionnel des péronistes et des radicaux. L’arrivée d’un gouvernement d’une autre orientation politique confirmerait la tendance régionale selon laquelle (à l’exception du Paraguay) les « officialismes sont perdants ». Le fait d’avoir gouverné durant la sinistre période de la pandémie pourrait expliquer le maigre succès des administrations en charge quand elles tentent d’obtenir une nouvelle approbation par les urnes.

À la différence de ce qui s’est passé au cours des périodes d’hégémonies prolongées, comme celle de Carlos Menem (1989-1999) et celle de Néstor Kirchner et Cristina Fernández de Kirchner (2003-2015), la volatilité du vote, perceptible depuis 2015, débouche sur le fait qu’aucune des deux grandes coalitions ne semble capable d’appliquer son programme qui finit par être bloqué lors des élections suivantes par le parti qui est dans l’opposition. C’est comme une sorte de loop d’identités négatives qui se traduit dans les urnes, selon ce que révèle la conceptualisation innovante du politologue péruvien Carlos Meléndez, dans son ouvrage récent The Post-Partisans : Anti-Partisans, Anti-Establishment Identifiers, and Apartisans in Latin America (Cambridge UP, 2022).

Cette alternance en continu pourrait incarner un « score à égalité hégémonique », formule avec laquelle Juan Carlos Portantiero décrivait le scenario de la décennie 1960, au cours de laquelle deux grands blocs politiques masquaient les objectifs de l’adversaire « mais sans ressources suffisantes pour que chacun impose les siens de façon durable ».

Néanmoins l’idée du pendule politique électoral ou la répétition du « score à égalité » des années 60 omet une tendance constante de la structure sociale argentine. Comme le remarque l’anthropologue Pablo Semán, si on compare les indicateurs socio-économiques depuis ces années-là jusqu’à nos jours, la marche du pays, plus que la trajectoire d’un pendule ressemble plutôt à la chute d’un toboggan sans amortisseurs.

Métamorphoses dans le monde du travail

Les transformations de la structure sociale argentine ont leur centre de gravité dans le monde du travail. La dictature en un premier temps et la décennie néolibérale ensuite ont détruit la matrice productive qui soutenait cette société du quasi plein emploi. La destruction des repères de sens et de sociabilité qu’apportait le monde du travail légal a ouvert la voie à une transformation profonde des liens sociaux, selon un processus de désengagement partisan et de désaffection sociale qui a fait naitre une « société de l’exclusion », selon la sociologue Maristella Svampa dans son ouvrage qui porte ce titre [1]

La société argentine connue il y a quelques années de cela pour son haut niveau d’inclusion et sa

possibilité de mobilité sociale ascendante grâce à la redistribution par un État fort semble déjà appartenir au passé. Pour le sociologue Juan Carlos Torre, au cours des dernières décennies l'Argentine est passée d'être un pays avec des pauvres à un pays avec de la pauvreté, installée maintenant comme un problème structurel.

La crise de 2001 a révélé de façon dramatique cette transformation. Les masses énormes de chômeurs que les privatisations néolibérales ont engendrées se sont manifestées dans l'espace publique pour exiger du travail et une aide de l'État. Privées des modes de contestation qu'offraient les syndicats de travailleurs, elles l'ont fait sans autre mode d'action collective que les barrages de routes et de rues, les fameux « piquets ». C'est ainsi qu'est né le mouvement des « piqueteros » qui a dynamisé les revendications sociales au cours de ces années de crise. Ces organisations sociales, loin d'être dissoutes, ont continué à grandir.

Le développement des mouvements sociaux au cours de ces dernières années est le reflet de l'avenir du monde du travail et du péronisme comme espace de référence politique « naturel ». Les gouvernements kirchneristes, entre 2003 et 2015, sont parvenus à améliorer les chiffres de l'emploi et ont réduit la pauvreté. Néanmoins, un secteur de la société n'a jamais pu être pleinement inclus et a survécu grâce à des stratégies d'auto-emploi dans les coopératives crées par des organisations sociales, qui ont réclamé des subsides d'État et imaginé des initiatives productives.

Après 12 ans de « kirchnerisme », quatre de « macrisme » et trois de « péronisme albertiste », ce secteur des emplois précaires n'a pas été résorbé par l'emploi formel. Lors des cycles pendant lesquels le chômage a baissé cela s'est fait en recourant à l'informalité. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), en mars 2003, 45% de ceux qui travaillaient en Argentine avaient des emplois précaires, sans droits ni emplois stables. En outre, nombreux sont ceux qui touchaient des salaires extrêmement bas, ce qui est un phénomène nouveau dans le pays – bien que plus fréquent peut-être dans les pays voisins – : certes une stabilisation d'un segment de la population, mais avec un emploi formel sous la ligne de pauvreté, « les travailleurs pauvres ».

Actuellement, l'État octroie un subside mensuel dont le montant équivaut à 50% du salaire minimum, à presque 1,2 million de personnes du secteur informel. En échange elles doivent rendre une prestation en travail à mi-temps qui, généralement, se fait au sein des coopératives associatives. C'est le secteur des travailleurs que les organisations issues du monde des piqueteros s'efforcent de regrouper stratégiquement et dont les taches sont désignées par le titre d'« économie populaire ».

Ce secteur, outre son énorme capacité de mobilisation diversifie progressivement ses stratégies de pouvoir. Du côté syndical il s'est organisé en corporation, l'Union des travailleuses et travailleurs de l'économie populaire (UTEP), à laquelle s'est affilié presque un demi million de personnes. D'autre part, il a entamé des négociations avec les leaders du péronisme, qui leur ont permis de soutenir le FdT et de placer des militants à certains postes au sein du gouvernement. C'est ainsi que, depuis 2019, on remarque la présence de dirigeants de ces mouvements à des postes d'État, avec la nouveauté spécifique de huit députées et députés au Congrès national membres de ces organisations.

Fréquemment les médias montrent comment, dans diverses conjonctures, les gouvernements doivent négocier avec les syndicats et les mouvements sociaux presque en tandem. Il s'agit d'un secteur qui a gagné son propre espace avec ses droits propres dans le monde politique, fort de la représentativité qu'il offre aux personnes qui en ont le plus besoin. Plus de 20 ans après l'explosion sociale de 2001 tout semble indiquer que les mouvements sociaux espèrent encore de longues années de présence sur la scène publique.

Le péronisme en arrière plan de la société

Le péronisme n'est pas étranger à ces transformations dans le monde du travail. Au cours des dernières décennies, le mouvement politique le plus important de l'histoire argentine a modifié sa relation avec la base sociale. Dans son ouvrage *La transformación del justicialismo* [« La transformation du

justicialisme »] (Siglo XXI editores, 2005), le politologue états-unien Steven Levitsky a résumé ce changement d'orientation avec une phrase suggestive en titre : « « Du parti syndical au parti clientéliste ». Les structures syndicales étant affaiblies après la crise du monde du travail, les réseaux de recrutement du péronisme se sont réorientés vers les quartiers populaires par l'intermédiaire de médiateurs de l'État, à la périphérie de Buenos Aires – la région la plus densément peuplée du pays –principal bastion électoral.

En même temps et depuis le retour de la démocratie de 1983 et celui de 2001 les gouvernements qui se sont succédés ne sont pas parvenus jusqu'à la fin de leur mandat et lors d'élections anticipées les citoyens ont donné leur vote de confiance au péronisme pour corriger la dégradation institutionnelle.

Autant dans sa version néolibérale avec Carlos Menem, dans la décennie 1990, qu'avec son format progressif avec Néstor Kirchner dans les années 2000, le péronisme a garanti l'ordre, la stabilité économique et un cycle initial de reprise de la consommation. La promesse de stabilité et de consommation résumait aussi l'espoir qu'avait suscité le FdT après l'échec de Macri et c'est précisément à nouveau une immense frustration que ressentent maintenant ceux qui ont soutenu la candidature d'Alberto Fernández.

Il est certain que depuis son accession au pouvoir cette coalition a du affronter des conditions difficiles : faire face à la pandémie du covid-19, lutter contre l'instabilité des prix, produit de la guerre en Ukraine, et aussi une sécheresse historique, qui selon des sources privées, réduira cette année de presque 20 milliards de dollars les revenus pour les fonds publiques en raison de la baisse de rendement des récoltes. Mais il n'en est pas moins vrai que autant la pandémie que la guerre, ont touché aussi les autres pays d'Amérique latine et si on se réfère au cadre régional, la majorité des économies latino-américaines ont eu des chiffres d'inflation beaucoup plus bas (qui sont même en baisse) ajouté au fait que leurs indices de pauvreté n'ont pas augmenté comme cela a été le cas en Argentine.

À la fin de cette année le pays commémorera 40 ans ininterrompus de gouvernements démocratiques. Cette stabilité du régime politique contraste avec l'instabilité économique récurrente, avec une macroéconomie affectée en permanence par une entrée de devises insuffisante et sans projet de développement à long terme.

Que l'opposition gagne cette année ou que l'officialisme parvienne à être élu, le péronisme ne pourra pas regarder en arrière et dire que cette fois-ci il a pleinement tenu sa promesse de restauration de l'économie. À ce sujet, une publicité de la campagne de 2019 revient à présent comme un souvenir douloureux : le spot du péronisme montrait un travailleur chez lui, avec son grill sale et abandonné à cause de la crise économique du macrisme. Une voix off disait en se lamentant : « Avant, à la fin de la semaine, quelqu'un disait : allez, on fait un barbecue ? Perdre cette tradition en vérité c'est… ». À la fin le travailleur plein d'espoir disait : « Ce qu'il y a de bon c'est que bientôt tout va s'arranger », et ça se terminait avec le logo du parti et son slogan : « Alberto + Cristina ».

L'historien Roy Hora a noté que la consommation de viande servait, au cours du XXème siècle de « promesse péroniste de réparation des malheurs du passé ». Les statistiques actuelles en disent long : en 2022 on a enregistré le niveau de consommation de viande le plus bas des 100 dernières années. Peut-être ces frustrations, conjuguées aux défaillances aussi bien du péronisme que du macrisme lors de leurs dernières expériences de gouvernement, expliquent-elles l'émergence du « libertaire » Javier Milei, un économiste de 52 ans partisan de l'extrême droite. Par sa personnalité il tente d'incarner une version locale de Donald Trump ou de Jair Bolsonaro. En réalité, dans la tranche de la population jeune – particulièrement chez les hommes – il émerge comme un candidat avec une image positive très forte. Certains analystes suggèrent que Milei parvient à être un catalyseur pour ces jeunes hommes frustrés par le manque de perspectives économiques et d'emploi, auxquels s'ajoute, selon certains, une composante idéologique : cette frange de la population serait la plus « affectée » par l'énorme avancée des revendications féministes et de diversité sexuelle. Mais sa proposition d'une dollarisation de l'économie et sa revendication du président Carlos Menem se conjuguent aussi avec une certaine nostalgie de la « stabilité » des années 90.

Quoi qu'il en soit, il est évident que dans la conjoncture actuelle le péronisme n'attire plus autant que dans les « années dorées » du kirchnerisme, quand les discours passionnés de la leader et de meilleurs indicateurs de socioéconomiques séduisaient la jeunesse. C'est la jeune militante féministe et parlementaire Ofelia Fernández, qui s'est alliée au FdT en 2019, qui a résumé sans ambiguïté la situation ces jours derniers : « les jeunes ne sont plus amoureux du péronisme ».

Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que, depuis 1955, toutes les prévisions de mort du péronisme ont été chaque fois démenties par la réalité. Ce mouvement a fait preuve au fil des années d'une énorme résilience et d'une capacité de rassemblement après des situations critiques. Il a fait preuve aussi de réactivité et de créativité pour rayonner dans les secteurs moyens et bas de la société face aux changements de courants idéologiques.
Pour cette raison, peut-être qu'il ne s'agit pas d'augurer un nouveau final mais d'interpréter comment ce mouvement politique historique répondra face aux contextes nouveaux. Ou, si on reprend la question que posa Saint Pierre : *Quo vadis*, le péronisme ?

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://nuso.org/articulo/Argentina-peronismo-elecciones/.

Notes

[1] *Sociedad excluyente, La Argentina bajo el signo del neoliberalismo*, Taurus, 2005.